

Bob Jessop

Nicos Poulantzas : L'État comme rapport social

Après des études en sciences sociales et politiques à l'Université Panteion d'Athènes, Nicos Poulantzas poursuit sa formation en droit, entre les villes de Munich, Heidelberg et Paris. C'est dans cette dernière qu'il s'installe. Influencé par Jean-Paul Sartre, il rédige une thèse de doctorat consacrée au problème de l'unité du fait et de la valeur dans la philosophie marxiste du droit (Poulantzas, 1964). Il commence ensuite à développer une théorie de l'État capitaliste et une vision de la lutte politique qui doivent beaucoup au débat issu de la publication des *Cahiers de prison* d'Antonio Gramsci, notamment en ce qui concerne l'idée d'hégémonie et, plus généralement, les intuitions du marxisme italien de l'après-guerre. Poulantzas intègre rapidement ces idées à la perspective de l'« autonomie relative » de l'État capitaliste, sous l'influence du marxisme structurel de Louis Althusser (Poulantzas 1968/1973). Inspiré par des événements tels que le coup d'État grec en 1967 et Mai 1968 en France, il se penche sur les enjeux stratégiques posés par le fascisme et la dictature militaire, les mutations de l'impérialisme et des rapports sociaux de classe, mais aussi sur le rôle des partis et des mouvements sociaux dans le capitalisme moderne (1970/1973, 101974/1975, 1976a, 1978b, 1979b). Ses dernières recherches portent sur les problèmes posés par la crise de la théorie et de la pratique marxiste, le défi constitué par l'analyse foucauldienne du pouvoir et de la résistance, et sur l'effondrement du socialisme d'État.

Poulantzas a été très attentif à l'évolution des conjonctures historiques, ce qui se traduit par des changements remarquables dans sa position philosophique, son orientation théorique et ses préoccupations stratégiques. Comme Marx, sa trajectoire intellectuelle est passée de la philosophie du droit à l'État, puis à l'économie politique. Ses études du droit constitutionnel et administratif ont eu une influence durable sur son analyse de la matrice institutionnelle de l'État. Mais, contrairement à Marx, qui s'est appuyé sur l'héritage de la philosophie allemande, Poulantzas s'est inspiré des tendances de la philosophie française contemporaine : d'abord Sartre et l'existentialisme, ensuite Althusser et le structuralisme, et enfin Foucault et la microphysique du pouvoir. Sur le plan politique, il a été attiré par le marxisme existentialiste, puis par une inflexion gramscienne du marxisme-léninisme,

qui l'a orienté vers l'hypothèse de l'hégémonie de la classe ouvrière, dirigée par un parti d'avant-garde ; et, finalement, par une position eurocommuniste de gauche, favorable à la stratégie des alliances, à la base, entre partis et entre classes ainsi qu'à une articulation étroite de la démocratie directe et représentative.

Ces glissements conceptuels étaient certes liés à la mode philosophique de l'époque, mais ils étaient surtout guidés par sa volonté d'interpréter et d'expliquer le sens des tendances et des crises politiques majeures qui ont affecté la France, la Grèce et le monde (Jessop 1985).

Sur l'État et son pouvoir

Sans tenir compte de sa thèse, que Poulantzas n'a pas voulu republier, une fois devenu plus célèbre (1978b : 86n), son premier ouvrage s'intitule *Pouvoir politique et classes sociales* (1968-1973). Dans ce texte, il s'agissait de fournir le cadre théorique permettant de répondre à la question initialement posée par Pachoukanis : pourquoi, dans l'État capitaliste, « la domination politique est constamment absente de ses institutions ? ». (Poulantzas 1968/1973: 123; cf. 1978b: 49). À ce propos, Poulantzas soutient que la séparation entre les régions économique et politique du mode de production capitaliste – la raison de leurs autonomies relatives respectives – et l'exclusion de la coercition extra-économique hors du marché et du processus de travail permettent de mettre fin à la domination directe de classe. Cela crée en effet les conditions pour des luttes visant à établir la forme « normale » de l'État capitaliste, c'est-à-dire celle qui est *formellement adéquate* à la domination politique capitaliste. Il s'agit de l'État représentatif moderne, qui offre un cadre flexible pour unifier les intérêts politiques à long terme d'un bloc de pouvoir par ailleurs fragmenté, pour désorganiser les classes subalternes et pour obtenir le consentement populaire sur la base de revendications plausibles de représentation de l'intérêt national-populaire et de concessions économiques.

Dans *Pouvoir politique et classes sociales*, cette analyse est développée en trois étapes : premièrement, le marxisme structural d'Althusser fournit la justification théorique de l'autonomie relative de la région politique dans les formations sociales capitalistes ; deuxièmement, la théorie juridique fournit les concepts permettant de décrire l'architecture institutionnelle formelle de l'État en tant qu'instanciation de la

région politique et terrain de la lutte des classes; troisièmement, une lecture attentive des textes classiques de Marx, Engels, Lénine et, surtout, Gramsci, fournit les concepts pour l'analyse de la lutte pour l'hégémonie au sein du bloc de pouvoir et/ou sur le peuple. Ce livre offre ainsi une analyse théorique général de la forme *normale* de l'État capitaliste, à savoir de la république démocratique bourgeoise. En partant du présumé – ensuite abandonné – selon lequel la région économique de la formation sociale capitaliste suit sa propre logique, Poulantzas se concentre ici sur la fonction politique cruciale de l'État : organiser et consolider l'hégémonie d'une fraction du capital sur le bloc de pouvoir, et favoriser l'hégémonie sur les masses populaires.

Le second ouvrage de Poulantzas est consacré au fascisme et à la dictature (1970/1974). Stimulé par les débats sur la question de savoir si la dictature militaire grecque était fasciste et comment y résister, Poulantzas explore ici la nature des régimes d'exception (c'est-à-dire les régimes qui suspendent le jeu démocratique, qu'ils soient fascistes, militaires ou bonapartistes) et les erreurs stratégiques commises par le Komintern dans l'évaluation du fascisme. Il fonde son analyse théorique et stratégique sur la prise en compte détaillée des phases successives du fascisme comme mouvement social et comme régime politique, et cherche à déterminer en quel sens elles correspondent à des étapes offensives et défensives de la lutte des classes. Il souligne également la spécificité historique des régimes fascistes en tant que réponses aux problèmes caractérisant les maillons faibles de la chaîne impérialiste pendant la transition vers le capitalisme monopoliste et l'État interventionniste qui lui est associé. L'Allemagne et l'Italie étaient en effet des retardataires du capitalisme. Leur expansion extérieure dépendait du développement de la force nécessaire pour modifier la répartition d'un monde déjà divisé entre d'autres métropoles (Lénine 1917). Le fascisme est donc apparu parce que les moyens normaux (démocratiques) de circulation de l'hégémonie étaient bloqués par des crises politiques et idéologiques complexes, et parce que l'équilibre dominant des forces excluait le recours à une dictature militaire ou à un despotisme bureaucratique bonapartiste. Les régimes fascistes allemand et italien n'avaient pas seulement comme but de faire bouger l'équilibre des forces vers le capital monopoliste mais aussi de soutenir ses intérêts dans la lutte pour la domination inter-impérialiste. L'analyse de Poulantzas propose, en ce sens, une approche

sophistiquée de l'interaction entre les changements dans la chaîne impérialiste générale et les facteurs internes à chaque société. Analyse qui met également en évidence la complexité des crises multiples affectant ces maillons faibles, et leur (in)capacité à résoudre ces crises à travers le jeu normal des forces de classe dans le régime démocratique.

L'effondrement de la dictature militaire en Grèce, au Portugal et en Espagne pousse ensuite Poulantzas à rédiger *La crise des dictatures* (1975/1976a), ouvrage dans lequel il développe son analyse théorique de la chaîne impérialiste, des rivalités entre les États-Unis et la Communauté économique européenne pour l'influence économique et politique en Europe du Sud, et des contradictions de classe au cœur de l'État. Dans ce texte, il tire des leçons de l'effondrement des dictatures militaires et des échecs stratégiques de la gauche, incapable de profiter de cette conjoncture pour consolider une transition démocratique et pour préparer le terrain pour des luttes socialistes et démocratiques ultérieures. Ces analyses ont eu une certaine influence dans la mesure où le Portugal et l'Espagne connaissaient un renouveau politique, et elles ont généré un intérêt général pour son travail en Amérique Latine.

La deuxième et la troisième étapes de l'analyse de Poulantzas dans *Pouvoir politique et classes sociales*, c'est-à-dire son recours à des catégories juridico-politiques pour décrire la spécificité de l'État de type capitaliste et son recours à des concepts marxistes classiques, venant notamment de Gramsci, pour en élaborer une analyse de classe, ont été conservées dans son dernier livre : *L'État, le pouvoir et le socialisme* (1978b, SPS). Mais Althusser, ici, est remplacé par le retour au matérialisme révolutionnaire de Marx. Deux éléments s'avèrent cruciaux. D'abord, la corrélation entre la forme d'appropriation du surtravail et la forme de souveraineté et de dépendance (Marx 1972 : 791). Ensuite, l'insistance sur le fait que « le capital n'est pas une chose, mais un rapport social entre des personnes, médiatisé par des choses » (Le Capital, I, p. 859). Ainsi, Poulantzas explore le processus d'adéquation formelle de l'État moderne qui permet de maintenir l'exploitation économique et la domination politique. Dans ce contexte théorique, il définit à son tour l'État comme un rapport social. Il refuse l'image de l'État comme une entité – instrument docile ou sujet rationnel. Car, comme c'est « le cas pour le "capital" », il s'agit plutôt d' « un rapport, plus exactement comme la condensation matérielle d'un rapport de forces

classes et fractions de classe, tel qu'il s'exprime, de façon spécifique toujours, au sein de l'État » (1978b : 128-9, en italiques dans l'original). Il suggère ainsi que le pouvoir de l'État (et non l'appareil d'État) est une condensation, déterminée par la forme juridique, du rapport des forces changeant dans la lutte politique et politiquement pertinente. Cela a étayé sa prétention à avoir finalement achevé la théorie marxiste de l'État, dont l'absence est presque un lieu commun dans les discussions sur l'héritage de Marx (Poulantzas 1978a).

L'analyse du pouvoir comme rapport social développée par Foucault, l'idée d'une dialectique pouvoir-résistance et le couple savoir-pouvoir, représentent une influence ultérieure pour le travail de Poulantzas dans *l'État, le pouvoir, le socialisme*. Ce dernier a reconnu l'inspiration des idées de Foucault, mais soutient aussi qu'il s'agit du travail de Foucault en tant que théoricien du pouvoir, et non pas de ses recherches épistémologiques ou méthodologiques. Les thèses foucaaldiennes renforcent les intuitions du penseur grec, et notamment l'idée que les pouvoirs structurels et les capacités de l'État ne peuvent être comprises si on se focalise sur le seul objet « État », même en supposant que l'on puisse définir précisément ses frontières institutionnelles. Car, si on l'envisage comme une matrice institutionnelle plutôt que comme un sujet réel (ou fictif), l'État comprend un ensemble de centres, de branches et d'appareils, qui offrent des chances inégales aux différentes forces, à l'intérieur et à l'extérieur, d'agir à des fins politiques différentes. En outre, bien que cet ensemble dispose de ressources et de pouvoirs qui lui sont propres, il présente également des vulnérabilités particulières et dépend de ressources produites au-delà de ses frontières. Cela signifie que les pouvoirs de l'État sont toujours conditionnels et relationnels.

Cet ouvrage s'est également appuyé sur les analyses du fascisme et des dictatures militaires développées auparavant pour affirmer qu'un nouveau type normal d'État capitaliste était en train d'émerger pour remplacer l'État interventionniste. Il s'agit de l'étatisme autoritaire. Selon Poulantzas, la situation est désormais « caractérisée par une accentuation particulière des éléments génériques de crise politique et de crise de l'État », au lieu de montrer des signes intermittents de crise conjoncturelle à court terme. En bref, l'étatisme autoritaire implique « un accaparement accentué, par l'État, de l'ensemble des domaines de la vie socio-économique, *articulé* au déclin décisif des institutions de la démocratie politique,

et à la restriction draconienne, et multiforme, de ces libertés dites formelles ». Cette nouvelle forme d'État existe aussi bien dans les États capitalistes métropolitains que dans les États capitalistes dépendants, mais elle peut prendre des formes différentes : plus néo-libérale en France, par exemple, plus autoritaire en Allemagne (cf. Poulantzas 1979a : 199). Ainsi, tout en soulignant ces tendances générales, Poulantzas ajoute qu'elles varient en intensité, qu'elles ne sont pas inévitables et qu'il est possible d'y résister et de les inverser.

Critique de l'économie politique et analyse de classe

Au moment où il élabore une analyse globale et relationnelle de l'État et du pouvoir d'État, Poulantzas s'intéresse encore plus aux thèmes traditionnels de l'économie marxiste. Il apporte ainsi d'importantes contributions aux débats sur les changements de l'impérialisme, les formes changeantes d'internationalisation et de fractionnement du capital, la nature du travail productif et improductif, la composition du prolétariat, la montée de la nouvelle petite bourgeoisie, les formes de la division du travail manuel et intellectuel, l'internationalisation de l'État et ses nouveaux modes d'intervention, en particulier en ce qui concerne la gestion des crises économiques, politiques et idéologiques, et bien d'autres choses encore. Ces thèmes étaient au centre de son travail sur les classes dans le capitalisme (1974/1975), qui développait des nouveaux concepts pour analyser le capitalisme contemporain et, sur cette base, proposer des changements dans la stratégie du socialisme démocratique. Ces idées ont été approfondies dans son dernier ouvrage, qui combine l'économie politique marxiste classique et ses idées sur l'impérialisme.

S'appuyant sur son interprétation du fascisme, Poulantzas approfondit l'analyse du développement de l'impérialisme. Voici son propos. Alors que, dans l'impérialisme, l'exportation de capitaux est plus importante que le commerce des marchandises, sa phase actuelle marque le passage de (1) l'exportation de capitaux vers les colonies pour exploiter les matières premières ou développer de nouveaux marchés d'exportation, à (2) l'exportation de capitaux à l'intérieur de la zone métropolitaine sous forme d'investissements directs pour saisir toutes les opportunités d'exploiter directement la main-d'œuvre dans les régions dominantes

afin de contrer la tendance globale à la baisse du taux de profit (1975 : passim ; 1976a : 10-12). D'après lui, cette évolution aurait commencé dans l'immédiat après-guerre et se serait consolidée dans les années 1960 (1976a : 12). Elle aurait créé une division spatiale du travail au sein même du capital productif, aurait accru l'importance des produits manufacturés dans le commerce extérieur et ainsi favorisé une industrialisation mondiale de l'agriculture. Néanmoins, ces développements ne suspendent pas les tendances du capital à la crise. Au contraire, sur la base des développements des années 1960 et du début des années 1970, Poulantzas identifie maintenant une crise de l'impérialisme qui aurait affecté l'ensemble de sa chaîne et pas seulement, comme on le croyait largement à l'époque, une crise de l'hégémonie américaine en Europe (1975 : 87 ; 1974b, 1975, 1976, 1978).

Son principal argument était que la crise générale de l'impérialisme entraîne des divisions internes et des différences stratégiques sur la meilleure façon de réorganiser le rapport de forces entre les différentes métropoles sous hégémonie américaine. Cela se traduit par des contradictions inter-impérialistes à l'intérieur de chaque centre métropolitain et entre les fractions du capital les plus intégrées dans les circuits de l'impérialisme contemporain – qu'il désigne par l'expression bourgeoisie intérieure pour la distinguer de la bourgeoisie nationale et du capital comprador (1975 : 28-29). Cependant, selon Poulantzas, en Europe et ailleurs la principale contradiction de l'impérialisme était l'antagonisme entre les masses populaires et leurs bourgeoisies et États respectifs (1975 : 86-8, 155). Cela s'est manifesté par l'accent mis dans toutes les métropoles sur la « compétitivité internationale » et, dans ce contexte (ou sous ce prétexte), sur une politique d'austérité visant à revenir sur les concessions économiques et sociales obtenues grâce aux luttes menées par les classes dominées. Il s'ensuit que les contradictions inter-impérialistes sont secondaires et ne doivent pas être autorisées à diviser les classes subordonnées sur des lignes nationales – d'autant plus qu'elles sont reproduites à l'intérieur de chaque formation nationale, en raison des liens différentiels de la bourgeoisie intérieure avec les fractions du capital dans d'autres espaces économiques. Cela exigeait, concluait-il, un nouveau type de front uni et populaire contre l'impérialisme tout court. Poulantzas espérait que son analyse modifierait les termes du débat de gauche au sein de la Communauté économique européenne, en particulier en France, et réorienterait les stratégies politiques pour

promouvoir le socialisme démocratique. Comme nous l'avons vu, cette analyse a été étendue au fordisme dépendant ou périphérique dans son travail sur l'Europe du Sud (1976a : 9-10, 41). Enfin, dans un essai publié à titre posthume, il a réfléchi aux formations capitalistes dominées ou dépendantes ailleurs dans la chaîne impérialiste (1980).

Plus généralement, en revenant sur des thèmes clés de la critique de l'économie politique, Poulantzas analyse le processus de travail comme division complexe du travail économique, politique et intellectuel. Il examine également les classes sociales du point de vue de leur reproduction élargie dans différents sites de lutte et dans le temps, plutôt que de se concentrer exclusivement sur les rapports de classe dans la production. Pourtant, il reste prisonnier de l'économie politique marxiste classique, avec son engagement en faveur de la détermination économique en dernière instance et de la primauté de la classe ouvrière en tant que sujet révolutionnaire. Dans une période de « crise du marxisme », il a cependant le mérite d'avoir finalement commencé à remettre en question ces principes fondamentaux du marxisme et à essayer de les dépasser (Poulantzas 1979a).

La force motrice des engagements politiques

La clé pour expliquer ces déplacements théoriques successifs et leurs implications stratégiques réside dans l'effort de Poulantzas pour comprendre et influencer la stratégie politique de la gauche en Grèce et en France.

En ce qui concerne la Grèce, les deux points de bascule sont constitués par le coup d'État en 1967 et par la chute de la dictature en 1974, qui s'effondre sous le poids de ses contradictions internes plutôt qu'à cause de luttes de masse directes. Le coup d'État marque la différence cruciale entre démocratie et dictature : il conduit Poulantzas vers un engagement politique majeur, avec un rôle plus actif. Son effondrement confirme le soupçon croissant que l'État est loin d'être une entité monolithique et que la lutte des classes, au contraire, pénètre profondément en son sein. Ainsi, ses principales préoccupations concernant la Grèce étaient de comprendre la dictature militaire, les conditions qui ont conduit à son renversement, l'absence d'hégémonie de la classe ouvrière dans le processus de démocratisation, et la possibilité de passer d'une alliance anti-dictature à une alliance anti-impérialiste et anti-monopole. Plus généralement, il en est ainsi venu à préconiser une stratégie

eurocommuniste de gauche visant à radicaliser les contradictions internes à l'État ainsi qu'à mobiliser les masses populaires à l'extérieur de l'État pour préparer la transformation démocratique éventuelle de l'ensemble du système étatique.

En ce qui concerne la France, Mai 1968 fut un moment crucial. Il a conduit Poulantzas à rejeter l'approche structuraliste, qui ne laissait pas assez de place à l'activité sociale (*social agency*). Dans les années 1970, il s'intéresse particulièrement au problème de l'unité de la gauche autour d'un programme socialiste démocratique et anti-monopole. Une grande partie de son travail consiste donc à développer des justifications théoriques et politiques pour les alliances de classe (en particulier entre le prolétariat et la nouvelle petite bourgeoisie plutôt qu'entre ouvriers et paysans) ; et, plus tard, à établir des liens entre les luttes de classe traditionnelles et les revendications radicales des nouveaux mouvements sociaux. L'effondrement de l'Union de la Gauche en 1977 a été la goutte d'eau qui a conduit Poulantzas à se détourner de la foi simple dans les luttes prolétariennes dirigées par le parti communiste d'avant-garde. Suite à cet événement, il préconise désormais une stratégie d'alliance plus complexe et plus exigeante, non seulement « multi-classes » mais aussi « pluri-partis ». Cette stratégie ne privilégie pas la classe ouvrière ou le parti communiste. Elle met l'accent sur le rôle autonome de forces qui ne sont pas définies en termes de classes (*no-class forces*) et des mouvements sociaux dans la lutte pour le socialisme démocratique (1978b, 1979a, 1979b).

C'est ainsi que Poulantzas arrive à sa position politique finale. À la fin de sa vie, il appelle à une combinaison de luttes sociales à la fois à *l'intérieur* et à *distance* de l'État, pour modifier l'équilibre des forces afin de le transformer. Dans cet horizon, il propose également une combinaison de démocratie représentative et de démocratie directe comme moyen d'éviter la dégénérescence étatiste du socialisme qui s'est produite dans le bloc soviétique.

[traduit de l'anglais par Matteo Polleri]

References

Jessop, B. (1985) *Nicos Poulantzas: Marxist Theory and Political Strategy*, Basingstoke: Macmillan.

- Lenin, V.I. (1917) *Imperialism: The Highest Stage of Capitalism*. Moscow: Progress Publishers.
- Marx, K. (1970) *Capital, Volume One*, London: Lawrence & Wishart.
- Marx, K. (1972) *Capital, Volume Three*, London: Lawrence & Wishart.
- Poulantzas, N. (1965) *Nature des choses et droit: Essai sur la dialectique du fait et de la valeur (NDC)*, Paris: R. Pichon et R. Durand-Avzias.
- Poulantzas, N. (1973) *Political Power and Social Classes*, London: NLB <1968>.
- Poulantzas, N. (1974) *Fascism and Dictatorship: The Third International and the Problem of Fascism*, London: NLB <1970>
- Poulantzas, N. (1975) *Classes in Contemporary Capitalism*, London: NLB <1974>.
- Poulantzas, N. (1976a) *Crisis of the Dictatorships*, 2nd edn., London: NLB.
- Poulantzas, N. (1978a) 'Les théoriciens doivent retourner sur terre', *Les nouvelles littéraires*, 26 June.
- Poulantzas, N. (1978b) *State, Power, Socialism*, London: Verso.
- Poulantzas, N. (1979a) 'Interview with Nicos Poulantzas', *Marxism Today*, July, 194-201.
- Poulantzas, N. (1979b) 'L'état, les mouvements sociaux, le parti', *Dialectiques*, 28, 7-16.
- Poulantzas, N. (1980) 'Research note on the state and society', *International Social Science Journal*, 32 (4), 600-608.